

EMERGENCE DES MOUVEMENTS AMBAZONIEN ET DE LA BRIGADE ANTI SARDINARDS (B.A.S) : ENTRE QUÊTE DE SOUVERAINETÉ ANGLOPHONE ET LUTTE POUR LE CHANGEMENT SOCIO-POLITIQUE AU CAMEROUN

EMERGENCE OF THE AMBAZONIAN MOVEMENTS AND THE ANTI SARDINARDS BRIGADE (B.A.S): BETWEEN THE QUEST FOR ANGLOPHONE SOVEREIGNTY AND THE FIGHT FOR SOCIO-POLITICAL CHANGE IN CAMEROON

Azirilou Ndam Nsangou*

DOI: 10.24200/subbeuropaea.2022.1.08

Published Online: 2022-06-30

Published Print: 2022-06-30

Abstract

Since the fall of 2016, Cameroon has been the scene of a fratricidal and separatist conflict in its English-speaking part known as North-west and South-west (NWSW). This war has to date caused more than 3,000 loss of human lives, 700,000 Cameroonian refugees, and the closure of nearly 80% of schools. This conflict, orchestrated by a group of secessionist fighters known as "Amba-boys", which constitutes the "Ambazonian movement", has made the English-speaking regions the most militarized part of Cameroon. At the same time, a protest movement against the capture of power by the Biya regime has been formed since 2018 within the Cameroonian diaspora: the Anti-Sardinards Brigade (B.A.S). The objective of this work is therefore to understand the logic of action and the protest strategies of these two movements. To achieve this, we used a qualitative research method. It appears that these movements are fighting against a common adversary, namely: the regime in power for 40 years. However, their divergence lies at the ideological level and in their conflicting strategies. The Ambazonian movement advocates, through direct violence, secession in order to promote Anglophone sovereignty.

* PhD student in Sociology at Université du Québec à Montréal (UQAM), Email: azikiloujamile@yahoo.fr

While the B.A.S fights for the socio-political change of the country, through indirect violence.

Keywords: conflict strategy, protest, movement, Anti Sardinards Brigade, ambazonien movement, conflict, secessionist, sociopolitical change

INTRODUCTION

La partie anglophone du Cameroun (le Nord-ouest et le Sud-ouest, NOSO), constitue depuis 2016 l'adresse inaugurale d'un conflit séparatiste qui oppose un groupe de combattants endogènes appelés Amba-boys à l'armée républicaine. Selon un communiqué de l'ONG Human Right, plus de 631 personnes ont trouvé la mort dans cette crise dite anglophone entre janvier et octobre 2021. De 2016 à 2021, le bilan estimatif est, selon l'ONG International Crisis Group (ICG), de plus de 3000 morts. Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) estime à 700 000 le nombre de réfugiés et déplacés Camerounais ; tandis que 80% des établissements scolaires ont été fermés, avec près de 860 000 enfants déscolarisés dans les régions anglophones selon l'Unicef. Par ailleurs, à l'occasion de l'élection présidentielle d'octobre 2018, s'est formée dans la diaspora camerounaise, précisément en France, puis dans d'autres pays européens et aux USA, une mobilisation contestataire des exactions du régime Biya connue sous le nom de Brigade Anti Sardinards (BAS).

L'objectif de ce travail est donc de rendre compte des logiques et des stratégies protestataires de ces deux mouvements.

ANALYSE CONCEPTUELLE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les mouvements sociaux sont un objet d'étude transversale au carrefour de la sociologie, de l'histoire, des sciences politiques et de la psychologie. S'il est certes vrai que ce concept n'est apparu dans le vocabulaire français qu'à la fin du 19^e siècle, il demeure que son existence entant que fait social remonte à bien plus longtemps ; l'histoire de toute société étant celle des luttes de classes entre dominants et dominés. Dans toute société humaine, la violence révolutionnaire devient ainsi un instinct de survie par lequel les acteurs sociaux cherchent à restituer la souveraineté du peuple et à faire triompher son unité, chaque fois que grand devient le malheur des dominés¹. Telle est la logique centrale qui traduit

¹ Sergiu Mișcoiu, « Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone », dans Sergiu Mișcoiu, Hygin Kakaï et Kokou Folly Hetcheli (dir.), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iasi, Institutul European, 2015, pp. 9-18

l'émergence des différents mouvements sociaux que l'on a pu observer à travers le temps tels que : le mouvement ouvrier, les mouvements anticoloniaux, les mouvements féministes, les mouvements étudiants, l'écologisme, et plus récemment encore le mouvement des Gilets jaunes en France.

Selon Erik Neveu, le mouvement social n'est autre à l'ordinaire, que « *des femmes et des hommes qui agissent, partagent intérêts, émotions, espoirs. C'est encore une occasion privilégiée de mettre en question le monde social tel qu'il tourne, de dire le juste et l'injuste. C'est parfois le levier qui fait bouger la politique et la société, l'événement partagé qui fait mémoire pour une génération* ». ² S'il s'avère que notre monde est de plus en plus traversé par des conflits, la violence, le désordre, les mobilisations des individus à la faveur des revendications multiples et multiformes, il n'est pas moins évident que l'étude des mouvements sociaux reste davantage inondée d'obstacles épistémologiques qui rendent difficile la définition claire et précise du concept. Tant il est vrai que le sens commun assimile facilement ce concept à toute forme de révolte qui naît au sein de la société.

Toute action collective ou n'importe quel trouble de l'organisation sociale ne saurait être qualifié de mouvement social. Le point de démarcation entre cette forme de mobilisation collective et une simple revendication ou conduite de crise politique réside dans la définition claire de son adversaire d'une part. D'autre part, les mouvements sociaux se distinguent des autres formes d'actions collectives par la mise en cause des orientations générales de la société. Ils transcendent les simples logiques incarnées par des groupes d'intérêts et autres instruments de pression politique pour toucher la sphère culturelle de la société. Alain Touraine parle à ce sujet de mouvement sociétal pour traduire « *le conflit d'acteurs pour la gestion sociale d'un enjeu culturel (...)* ». ³

En définissant l'action collective comme toutes « *situations dans lesquelles se manifestent des convergences entre une pluralité d'agents sociaux* » ⁴, la variable d'intention de l'ensemble d'acteurs visant à produire un effet social majeur, ou à atteindre un résultat satisfaisant à travers une action concertée apparaît comme l'ingrédient essentiel de l'analyse des mouvements sociaux. Un tel résultat ne devrait pas être confondu avec l'effet produit par une situation imprévue résultant d'une mobilisation non concertée d'acteurs sociaux. Deux critères permettent à cet effet de cerner une action collective ⁵ : il s'agit d'un « *agir*

² Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, 2015, p. 3

³ Erik Neveu, *Op. Cit* pp. 145-146,

⁴ Ibid, p.6

⁵ Ibidem, p.9

ensemble-intentionnel », marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert, et la logique de « *revendication* », de défense d'un intérêt matériel ou d'une « cause » qui en résulte. Cet *agir-ensemble* donne matière à ce qu'Herbert Blumer qualifie d' « *entreprises collectives* »⁶, qui sont le vecteur d'un nouvel ordre de vie à travers la quête de changements profonds, ou la résistance à des changements. Ce sont ces formes « d'action collective concertée en faveur d'une cause », qu'Erik Neveu appellent mouvements sociaux. Ce qui amène à les définir comme « *un ensemble d'opinions ou de croyances communes à une population qui exprime des préférences pour le changement de certains éléments de la structure sociale et/ou de la distribution des récompenses dans la société* ».⁷

Louis Maheu et David Descent⁸ ont énuméré cinq points caractéristiques des conduites collectives qui sont spécifiques aux mouvements sociaux, ainsi que des dimensions du social pouvant se traduire par l'expression mouvement social. Tout d'abord, le concept de mouvement social requiert une idée de conduite collective conflictuelle qui s'enracine dans des situations d'inégalité et dans les rapports sociaux de domination. En deuxième lieu, le mouvement social se rapporte aux conduites collectives prédominées par des dimensions culturelles et politiques, symboliques de l'action. En troisième point, le mouvement social requiert un aspect conflictuel, et consiste en des conduites plus ou moins violentes ayant une certaine visibilité et présentant une forme organisationnelle plutôt fluide et souvent peu durable et peu centralisée ; et dont les formes de mobilisation, d'organisation et de leadership des conduites collectives s'écartent de celles du parti politique et des formes plus institutionnalisées qui caractérisent les organisations syndicales et du mouvement ouvrier classique. Quatrièmement, le dessein idéologique et principal du mouvement social n'est pas directement la transformation globale de la société par la prise du pouvoir étatique, mais le contrôle démocratique des zones sociales particulières, en ouvrant divers espaces au processus de démocratisation, souvent inédits, et dont le processus politique n'a pu franchir jusque-là. En fin, les mouvements sociaux renferment, en cinquième point, un aspect « pluriclassiste » en cela qu'ils tissent des liens avec plusieurs fractions des classes moyennes.

⁶ Blumer Herbert, "Collective Behaviour", 1946, in LEE (éd.), *New Outline of the Principles of Sociology*, Barnes and Noble, New York

⁷ McCarthy J. et Zald M., « Ressource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n°6, 1997, pp. 1217-1218

⁸ Maheu Louis et Descent Descent, « Les mouvements sociaux : un terrain mouvant ». *Nouvelles pratiques sociales*, 3 (1), 41–51. <https://doi.org/10.7202/301068ar>, 1990, pp.42-43

Les travaux d'Alain Touraine sont sans doute prépondérants dans l'analyse des mouvements sociaux en sciences sociales en général et au sein de la sociologie française en particulier. L'auteur avance l'idée selon laquelle le mouvement sociétal ne se révèle que dans un contexte marqué par « *l'existence d'un type très particulier d'action collective, celui par lequel une catégorie sociale, toujours très particulière, met en cause une forme de domination sociale, à la fois particulière et générale, et en appelle contre elle à des valeurs, à des orientations générales de la société qu'elle partage avec son adversaire pour le priver ainsi de la légitimité* ». ⁹ Dans cette optique, comprendre le mouvement social, reviendrait à s'intéresser à l'existence, au cœur de tout type social, d'un conflit central : « le conflit culturel ». Dans notre société actuelle, marquée par la mondialisation, ce conflit culturel reste aussi central que l'ont été le conflit économique de la société industrielle et le conflit politique qui a dominé les premiers siècles de notre modernité. Il s'agit de la lutte que mène un acteur central à savoir « le Sujet », contre d'une part, « le triomphe du marché et des techniques, et de l'autre, contre les pouvoirs communautaires autoritaires ». ¹⁰ Il existe pour ainsi dire une relation non négligeable entre mouvement social et « Sujet ». Celui-ci se révèle dans toutes sociétés par la présence de valeurs morales promouvant la liberté, le projet de vie, le respect des droits fondamentaux. Ces valeurs morales vont à l'encontre de l'ordre social établi, et s'écartent du simple discours de revendications dont la seule finalité serait la recherche de gains matériels et politiques, c'est-à-dire la modification du rapport coût et avantage.

Le concept de mouvement social se rapproche de la notion de société civile entendue comme « (...) *des actions collectives menées pour la libération des acteurs sociaux et contre le fonctionnement de l'économie dominée par le profit et la volonté politique de domination* ». ¹¹ De la sorte, l'on pourrait remarquer que l'émergence des mouvements sociaux s'inscrit généralement dans des contextes marqués par une domination et une exploitation atroces du peuple par l'élite dirigeante, sur qui pèsent les responsabilités de l'affaiblissement des forces endogènes de modernisation des structures socio-économiques. Le mouvement social reste pour cela toujours « subordonné à une action et à une conscience venues du dehors » : celles des élites qui servent les intérêts particuliers d'un parti, d'une classe donnée, d'un groupe ethnique ou d'un chef suprême, plutôt que ceux du peuple. Qu'en est-il alors des mouvements Ambazonien et de la BAS ?

⁹ Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents*, Ed. Fayard, 1997, p. 118

¹⁰ Ibid, pp. 117-118

¹¹ Alain Touraine, *Op. Cit*, p. 126

I. EMERGENCE DU MOUVEMENT AMBAZONIEN

Quand on parle de mouvement ambazonien, l'on fait référence avant tout à une entité territoriale appelée Ambazonie ou République fédérale d'Ambazonie. Selon Arol Ketchiemen, cette appellation a été choisie à celui de « Southern British Cameroons » afin de distinguer cette zone de la région du « Southern Cameroons ». ¹² Les origines lointaines du mouvement ambazonien, fils de la crise anglophone, remontent ainsi à l'époque de l'indépendance, au moment où les élites politiques des territoires français et britannique qui composent l'actuelle République du Cameroun se sont mises d'accord sur la création d'un Etat fédéral en 1961, sans participation véritable et égale des acteurs politiques. Cette initiative a été perçue par les communautés anglophones comme une « assimilation » injuste et forcée dans un Etat à dominante francophone. ¹³ Le partage inéquitable du pays à la base entre les deux puissances coloniales française et anglaise avec une part de lion à la France portait déjà les germes de la marginalisation qui allait plus tard engendrer une crise de revendication.

I.1. Logiques protestataires et fondements du mouvement ambazonien

Tenter de saisir les logiques d'action d'un mouvement revient à analyser le fondement du choix des acteurs, à comprendre les rationalités qui gouvernent leurs actions. Pour saisir les logiques protestataires du mouvement ambazonien, l'on pourrait emprunter à Ted Gurr, la question qui, en 1970, fit office du titre de son célèbre ouvrage : « *Why Men Rebel ?* ». ¹⁴ Ainsi, en la transposant au contexte présent, il reviendrait à se demander : « *Why Anglophone People Rebel ?* ». Cette question nous invite dès lors à rendre compte des « frustrations relatives » susceptibles de traduire les luttes sécessionnistes dans le NOSO. De telles frustrations relatives, entendues comme « misère de position, décalage entre les attentes socialement construites et la perception du présent », s'enracinent dans le sentiment de marginalisation anglophone, caractérisée par « *leur oubli, leur exclusion, leur francophonisation, et au final, leur tribalisation* ». ¹⁵

¹² Arol Ketchiemen, Dictionnaire de l'origine des noms et surnoms des pays africains, Favre, 2014

¹³ « Amnesty International, Une tournure tragique : violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun. *Amnesty international LTD, Peter Benenson house, 1 easton street, 2017, P. 9.*

¹⁴ Ted Gurr, *Why Men Rebel?* Princeton University Press, 1970

¹⁵ Patrice Nganang, *La révolte anglophone : essais de liberté, de prison et d'exil*, Teham Editions, 2018, p. 42.

Le mouvement ambazonien remonte à une date lointaine. En 1985, Gorji-Dinka, dans *La Rébellion d'Ambazonie*, disait : « Dès aujourd'hui, nous nous appellerons Ambazonie ». Cette déclaration peut être considérée comme l'expression inaugurale des vives revendications entreprises par des leaders anglophones à la faveur de la reconnaissance et de la prise en compte d'une identité spécifique anglophone, et dont la finalité était la recomposition de la forme de l'Etat camerounais.¹⁶ Toutefois, il faudrait attendre l'automne 2016 pour assister à la résurgence de ce mouvement, qui, plus que jamais, fait de la quête de souveraineté anglophone le cœur de son combat.¹⁷ C'est d'ailleurs ce qu'a laissé entendre le leader de cette révolte, Sisiku Ayuk Tabe, en détention à la prison centrale de Yaoundé : « *Nous restons engagés pour l'indépendance totale ou la résistance pour toujours* ».¹⁸

La « marginalisation anglophone »¹⁹ au Cameroun pourrait donc être appréciée sous plusieurs angles, à la fois socioculturel, politique et économique.

De la « marginalisation socioculturelle »

La marginalisation socioculturelle de la partie anglophone du Cameroun se traduit par une francophonisation du système éducatif local qui connaît une forte représentativité d'enseignants francophones dans les écoles anglophones, bien que la plupart d'élèves et étudiants soient des anglophones. C'est ce que déplorait en décembre 2016, Wilfried Tassang, un enseignant anglophone : « Nos griefs sont liés au fait que le gouvernement forme et nous envoie ici des professeurs francophones pour donner des cours à des enfants anglophones. Et le résultat, c'est qu'ils abrutissent nos élèves, ils les détruisent. Car ces professeurs enseignent dans une langue qui n'est pas vraiment l'anglais et qui n'est pas non plus le français ».

En effet, lors de la Réunification qui s'est tenue en 1972, le pays était marqué par deux systèmes éducatifs distincts : le système anglophone et le système francophone. Progressivement, le système anglophone, émanant de la culture anglo-saxonne, a adopté des éléments du système éducatif francophone dont le fonctionnement posait de sérieux problèmes de compréhension et

¹⁶ Ibid

¹⁷ Voir, Pierre Kamé B., *La crise anglophone au Cameroun*, L'Harmattan, 2018.

¹⁸ « Actu Cameroun : Sisiku Ayuk Tabe, leader de l'Ambazonia emprisonné » <https://actu cameroun.com/2020/02/08/sisiku-ayuk-tabe-leader-de-lambazonia-emprisonne-nous-restons-engages-pour-lindependance-totale-ou-la-resistance-pour-toujours/>

¹⁹ Nous avons choisi d'utiliser les guillemets pour garder notre impartialité sur cette question.

d'interprétation aux anglophones.²⁰ De plus, l'absence d'institutions universitaires au Cameroun à l'époque obligeait les élèves anglophones à se rendre à l'université de Yaoundé où tous les cours étaient dispensés en français. Par ailleurs, l'accès aux grandes écoles nationales telles que l'ENAM (École Nationale de l'Administration de de Magistrature), Polytechnique, école de post, école de travaux leur était et/est toujours difficile.²¹ De la sorte, malgré la place de leader qu'occupe la langue anglaise dans la hiérarchie des langues internationales, au Cameroun, elle a progressivement perdu son aura au profit du français. Cette dégradation ne s'est pas faite sans conséquence sur la considération que certains francophones ont eu/ont de ceux qui en font usage comme langue centrale, c'est-à-dire les anglophones du pays. Ainsi, ironiquement, certains francophones utilisent souvent l'expression « tu fais comme un anglophone » ou alors « tu te comportes comme un Bamenda²² », pour qualifier un comportement bizarre chez une personne.

Au plan juridique, le cadre légal camerounais est tout aussi un héritage colonial. Ce dernier lui a conféré deux systèmes légaux distincts, mais coexistant. Il s'agit de la Common Law anglaise et du droit civil français. Les régions anglophones avaient hérité de la Common Law, qui désigne le droit développé par les juges des anciens tribunaux en Angleterre à partir du 12^{ème} siècle. Toutefois, a gouvernement progressivement montré son manque de détermination quant à l'usage de ce droit dans les tribunaux anglophones. Ce qui marginalise davantage les avocats de cette partie du pays.²³

De la « marginalisation politique »

Le Cameroun n'a été dirigé depuis sa réunification que par deux chefs d'Etat, tous issus de la partie francophone : Ahmadou Ahidjo et Paul Biya. Par ailleurs, la majorité des postes ministériels d'envergure sont occupés par des francophones. A une exception près du poste de premier ministre qui semble

²⁰ Kouega Jean Paul, « le problème anglophone au Cameroun: le volet éducation », https://www.academia.edu/32741691/Le_prob%C3%A8me_anglophone_au_Cameroun_Le_volet_%C3%A9ducation_rtf, P.1

²¹ *Ibid*, pp.3-4.

²² Bamenda est la ville la plus peuplée du Cameroun anglophone. A cet effet, les anglophones sont couramment appelés «les bamenda ».

²³ Justice Lucy ASUAGBOR, « La coexistence de droits dans un même espace économique : la perspective camerounaise » 2008 ; <http://www.institut-idef.org/La-coexistence-de-droits-dans-un.html>

dédié aux anglophones. Prenant en compte les logiques tribales et régionales qui prédominent sur le choix électoral au Cameroun, les anglophones n'ont que très peu de chance de parvenir au pouvoir de manière démocratique. De même, l'écrasante majorité des francophones n'éprouve ni le désir, ni la ferme conviction de voir un anglophone arriver à la tête du pays. Cette réalité cachée, même si elle ne se dit pas ouvertement, est sue de tous les anglophones, et fait croire en eux le sentiment d'être condamnés à une domination politique perpétuelle francophone. Leur espoir politique a longtemps porté sur Ni John Fru Ndi, ex président du parti Social Democratic Front (SDF), et ancienne figure centrale de l'opposition. Malheureusement, ce dernier n'est pas parvenu à renverser le régime Biya.

De la « marginalisation économique »

Au plan économique, la réunification du Cameroun a généré des conséquences indésirables sur le développement des régions anglophones. Elle a entraîné une forte centralisation et/ou le démantèlement des structures économiques du Cameroun Occidentale comme le West Cameroon Marketing Board, la Cameroon Bank et Powercam, ainsi que l'abandon d'un certain nombre de projets d'envergure, supposés stimuler le développement de la région à l'instar du port de Limbé, les aéroports de Bamenda et de Tiko ; au profit des investissements dans la partie francophone.²⁴

Au lendemain des indépendances, les régions anglophones avaient déjà amorcé un réel envol vers l'industrialisation et le développement infrastructurel. Elles comptaient près de 700 industries réparties dans les secteurs agroalimentaire et chimique, du textile, de l'aluminium, de l'électricité et de l'eau.²⁵ Cependant, la centralisation de la gouvernance a limité l'autonomie de ces régions, tout en affectant les conditions de vie des populations de ces zones – même s'il faut reconnaître que cette situation n'est pas spécifique aux anglophones, dans la

mesure où la pauvreté touche encore une bonne partie de la population camerounaise – ce qui attise davantage le sentiment de citoyens de seconde zone chez les populations de cette région.

²⁴ « International Crisis Group : Cameroun, la crise anglophone à la croisée des chemins » ; Rapport Afrique N°250, 2 août 2017.

²⁵ Jacques Benjamin, "The Impact of Federal Institutions on West Cameroon's Economic Activity" in Kofele-Kale Ndiva (ed.), *An African Experiment in Nation Building*, 1980, p.191.

Ces sentiments de marginalisation constituent des facteurs structurels qui vont culminer vers la crise anglophone en 2016. Il revient à présent de s'intéresser au mode opératoire du mouvement Ambazonien.

I.2. Dynamiques conflictuelles du mouvement ambazonien

A la lumière de l'approche dite de « *mobilisation des ressources* »²⁶, il convient de remarquer que le mouvement ambazonien fonctionne comme un SMO (social movement organisation). Ce fonctionnement est similaire à celui d'une firme ou une entreprise sur le marché – *tel que décrivaient McCarthy et Zald* –. Cette organisation mobilise des ressources matérielles, morales, organisationnelles, humaines et culturelles ; les investit rationnellement pour la défense des intérêts de la minorité anglophone. Comme ressources matérielles, le mouvement ambazonien s'appuie sur des sources externes de financement et de fourniture d'armes de combat, qui proviennent d'un ensemble d'acteurs que l'on qualifie de « *militants moraux* ». Comme ressources organisationnelles, le mouvement ambazonien est structuré autour d'un Etat « *autoproclamé* » appelé « *Ambazonie ou Ambazonia* ». Ainsi, le 1^{er} octobre 2017, ces derniers ont procédé à la proclamation symbolique de l'indépendance de la République fédérale d'Ambazonie (Federal Republic of Ambonia), avec Sisiku Julius Ayuk Tabe comme président de ce gouvernement. Les ressources humaines du mouvement ambazonien sont mobilisées à travers le recrutement et l'intégration des jeunes combattants, en majorité anglophones, au sein de l'armée locale des « *amba boys* ». De la sorte, ce mouvement s'appuie sur une armée endogène appelée « *Ambazonia Defense Force, ADF* », constituée pour l'essentiel des jeunes sans emplois, qui vont accepter de se sacrifier pour la cause anglophone ou pour venger la mémoire d'un proche tombé au combat. Les ressources culturelles de ce mouvement par contre sont constituées de pratiques magico-religieuses et traditionnelles qui renforcent le courage et la détermination des combattant ; leur conférant un sentiment d'invulnérabilité aux tirs de l'ennemi²⁷.

Aussi, dans leur quête de souveraineté, les ambazoniens procèdent par plusieurs stratégies conflictuelles parmi lesquelles : le recours à la magie, les enlèvements et la prise d'otages, les embuscades et attentats, la décapitation des

²⁶ John McCarthy et Zald Mayer., « Ressource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n°6, 1997

²⁷ Roxana Mateş, "Cameroun : analyse de la littérature sur la crise sécessionniste anglophone", in Simona Jişa, Sergiu Mişcoiu et Modibo Diarra (dir.), *Raconter les politiques conflictuelles en Afrique. Regards croisés*, Paris, Editions du Cerf, 2021, pp. 43-59

civiles et militaires entre autres, afin de semer la psychose et la terreur dans les régions concernées.

Du recours au terrorisme

Il est certes vrai qu'il n'existe pas une définition précise du terrorisme en droit international. Toutefois, nous pouvons nous référer à celle proposée par la Convention internationale du 9 décembre 1999 pour la répression du financement du terrorisme. Un acte terroriste est alors défini comme « *tout acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civile ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou par son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque* ». ²⁸ L'observation d'un certain nombre d'évènements permet de constater le recours à cette pratique par le mouvement ambazonien.

Tout d'abord, le samedi 24 octobre 2020 à Kumba, une ville située dans la zone anglophone touchée par le conflit, un groupe de combattants sécessionnistes habillés en civil et armés de machettes et d'armes à feu débarquent sur trois motos, se rendent dans une salle de classe du complexe scolaire « *Mother Franciscas School* », et massacrent les jeunes élèves âgés entre 12 et 14 ans : 6 élèves sont décapités et tués froidement, dont 5 filles et un garçon, tous âgés de neuf à douze ans, et 16 sont gravement blessés. Certains élèves, pris par la peur, vont essayer de s'échapper en sautant du haut du second étage du bâtiment ; ce qui va faire croire le nombre de blessés. Cet évènement est connu sous le nom de « *Massacre de Kumba* » ou « *Massacre d'octobre 2020 à Kumba* ».

D'après un communiqué de presse de presse d'Amnesty International publié le 28 juillet 2021, les communautés Mbororos, qui font partie de l'ethnie des Fulanis vivant dans la région du Nord-Ouest, sont les plus grandes victimes des attaques séparatistes. Les informations recueillies auprès de celles-ci indiquent que : 162 Mbororo ont été tués depuis 2017, environ 300 habitations ont été incendiées, 2500 têtes de bétail ont été enlevées, donnant lieu au versement de 270 000 euro de rançon environ.

Le 16 février 2020, l'une des communautés Mbororo a fait l'objet d'une attaque séparatiste causant la mort de quatre membres d'une même famille, âgés de 15 à 80 ans, avec trois blessés dont deux femmes âgées touchées au front, aux

²⁸ Dictionnaire pratique du droit humanitaire, <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/terrorisme/>

jambes et aux cuisses. Environ 30 maisons et une mosquée ont été brûlées, et les biens des victimes pillés.

D'après le rapport du Bureau de la Coordination des affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA), des attaques perpétrées par les combattants séparatistes ont causé la mort de cinq personnes entre le 30 janvier et le 7 juillet 2020. 600 maisons ont été incendiées et au moins 4500 personnes déplacées des villages de Koshin, Fangs et Bu-u dans la région du Nord-Ouest.

Afin d'assurer la sécurité des populations et de leurs biens, l'armée régulière est contrainte de conflit armé contre se livrer au les combattants séparatistes.

Entre acquisition d'armes à destruction massive, alliance stratégique et conflit indirect

Il convient avant tout de marquer un temps d'arrêt sur la dichotomie que propose Mary Kaldor entre les « nouvelles guerres » et les « anciennes guerres ». ²⁹ En effet, les anciennes guerres, et plus précisément les guerres européennes des 19 et 20^e siècles présentaient un aspect beaucoup plus « constructif ». Elles visaient à cet effet le renforcement de la souveraineté de l'Etat, étaient marquées par des attaques militaires externes de la part d'autres Etats. Elles opposaient donc des armées régulières, qui se livraient aux combats directs pour des raisons géopolitiques et idéologiques bien déterminées, dans un effort de respect des lois humanitaires et des droits de l'homme. Cependant, les « nouvelles guerres » suscitent la déconstruction de l'Etat. Elles impliquent une multitude d'acteurs à la fois étatiques (Etats voyous) et non étatiques comprenant des unités dissidentes des forces de sécurité, des groupes paramilitaires, des chefs de guerre, des gangs, des mercenaires, qui se livrent à des combats indirects au nom d'identité exclusives à savoir l'ethnie, la religion ou la tribu ; en vue de semer la terreur à travers l'annexion du territoire et la prise en otage de personnes civiles, la banalisation des droits de l'homme et le non-respect des principes humanitaires. Ceci étant le résultat de la défaillance de certains Etats et de la société civile, de la dépendance financière et de l'érosion du monopole de la violence légitime, de la circulation illicite d'armes légères dans une économie de plus en plus informelle, de la montée du chômage d'une jeunesse souvent constituée d'anciens militaires, exposée au recrutement terroriste. ³⁰

²⁹ Kaldor Mary, "New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era", Cambridge (R.-U.), Polity Press, 1999.

³⁰ Kaldor Mary, *Op. Cit*, pp. 2-10

Le conflit anglophone présente ainsi critères d'une « nouvelle guerre ». Les Amba-boys massacrent, violent, éventrent et assassinent les citoyens, les prennent en otage, brûlent les plantations industrielles, incendient les hôpitaux et écoles, dans le but de semer la terreur et le chaos dans toute la région, et obliger les populations à se déplacer.³¹

La prise d'otage représente un moyen de mobilisation de financement ou de pression pour ce mouvement. Ainsi, les Amba-boys exigent des sommes importantes au gouvernement ou aux membres de famille des citoyens enlevés en échange de leur vie. Selon le Colonel François PELENE, commandant du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR, l'armée d'élite engagée dans le combat contre les sécessionnistes ambazoniens) : « *La perception que nous avons est que, ce combat identitaire n'existe presque plus. Parce que bien avant, vous aviez des militants, des populations qui se levaient avec des drapeaux, qui disaient « nous voulons notre indépendance ». Mais aujourd'hui, ça n'existe plus. Il n'y a plus de leader véritablement qui prône cela et qui le dit. Maintenant ce sont de bandes criminels armées qui profitent de cette situation là pour terroriser la population, pour arracher de l'argent à la population, par des actions de kidnapping, par des actions de viol* ». ³²

D'un simple groupe de combattants aux armes de fabrication traditionnelle, les Amba-boys sont passés au stade de mercenaires aux armements redoutables. Le rappel d'un certain nombre d'évènements ayant structuré les attaques et contre-attaques dans le cadre de l'émergence de la crise anglophone permet une fois de plus d'éclairer l'analyse de ces stratégies.

- Dans la Nuit du 9 au 10 novembre 2017, un militaire en service au 22^{ème} bataillon d'infanterie motorisée est cruellement tué, égorgé par un groupe de séparatistes. Selon l'ancien Ministre de la communication, Issa Tchiroma Bakary, ce militaire « assurait en même temps que plusieurs de ses camarades, la garde du pont reliant le Cameroun et le Nigéria voisin, à hauteur de la localité d'Akwam, non loin de la ville de Mamfe ». Ce qui faisait déjà un total de quatre éléments des forces de la défense et de sécurité « tombés sous les balles de terroristes se réclamant du mouvement sécessionniste ». ³³

- Le 5 décembre 2017 en journée, une vingtaine d'assaillants lourdement armés, venus en pirogue motorisée, attaquent les éléments des Forces de Défense

³¹ « Crise anglophone : La liste des financiers locaux des sécessionnistes », 237 online.com, l'ouverture sur le Cameroun, <https://www.237online.com/crise-anglophone-la-liste-des-financiers-locaux-des-secessionnistes/>

³² « Cameroun : NOSO, carnet de route 2020 (documentaire) »

³³ "Un nouveau militaire tué en zone Anglophone au Cameroun", <https://www.voaafrique.com/a/un-nouveau-militaire-tue-en-zone-anglophone-au-cameroun/4110815.html>

du 22e Bataillon d'Infanterie Motorisée de Nsanakang à Mamfe. Ces derniers ripostent et parviennent à neutraliser plusieurs assaillants et à mettre le reste de la bande en déroute.

- **Dans la nuit du 5 au 6 décembre 2017**, trois individus qui avaient tenté d'assassiner des gendarmes en service au poste de pesage de Bombé-Bakundu près de la ville de Kumba, ont été maîtrisés alors qu'ils tentaient de s'enfuir face à la riposte des Forces de Défense

- **Dans la nuit du 7 au 8 décembre 2017**, cinq terroristes ont été abattus par les forces de défense qui ripostaient à une attaque menée par près de 200 assaillants contre la caserne de la Gendarmerie de Mamfe³⁴.

- Selon les sources d'Amesty International, au moins quatre policiers ont été tués, entre juin et juillet 2021, dans une embuscade près de la ville de Bali Nyonga, dans la région du Nord-Ouest. Deux gendarmes ont été décapités dans la ville de Babadjou dans la région de l'Ouest par les séparatistes armés.

- Le 12 septembre 2021, une patrouille de l'armée Camerounaise est tombée sur des engins improvisés dans le département du Bui, dans la région du Nord-ouest. Quatre jours après, soit le 16 septembre, dans le département du Ngo Ketundja, situé dans la même région du Nord-ouest, une équipe de l'armée nationale se fait attaquer par des séparatistes « à l'aide d'un engin explosif improvisé (Eei) et d'une lance-roquette antichar (Lrac) », qui ont pu immobiliser les véhicules de l'armée, et ont ouvert le feu sur les forces de défense. Ces deux attaques ont causé la mort de plusieurs civils et d'une dizaine de soldats, ainsi que l'endommagement de trois véhicules de l'armée.

L'acquisition d'armes à destruction massive (ADM) se situe au cœur de la stratégie conflictuelle que déploie le mouvement ambazonien. Le Cameroun représente depuis longtemps un pays d'origine, de transit et de destination du trafic d'armes. Selon le Conseil économique, social et culturel de la Commission de l'Union Africaine (ECOSOCC), environ 120 000 armes légères et de petit calibre sont en circulation illégale au Cameroun, notamment des revolvers, des pistolets, des fusils, des fusils d'assaut et des mitrailleuses. Et pourtant, le gouvernement affirme par la voix de son ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, n'avoir accordé que 3800 autorisations de port de

³⁴ « Actu Cameroun : Crise anglophone : chronologie des derniers événements dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest », <https://actucameroun.com/2017/12/09/cameroun-crise-anglophone-chronologie-derniers-evenements-regions-nord-ouest-sud-ouest/>

munitions de petit calibre.³⁵ Cette situation fait croître l'insécurité et les violences dans le pays, et profite aux sécessionnistes anglophones, qui s'appuient sur un réseau de trafic d'armes pour renforcer leur base militaire afin de semer le chaos dans la zone anglophone. Selon les sources gouvernementales, dans la nuit du 6 au 7 septembre 2018, trois navires nigériens, transportant des armes et des munitions, ont été arraisonnés au large de Limbe, dans le Sud-ouest du pays, par une patrouille de la marine nationale Camerounaise.³⁶ De même, plus de cinquante personnes de nationalité étrangère ont été interpellées.

Une enquête menée par le gouvernement Camerounais a permis d'établir une liste de près de cinquante individus qui seraient impliqués dans le financement de la guerre dans le NOSO. Aussi, l'acheminement des armes sophistiquées en direction des zones anglophones se ferait depuis les Etats-Unis. En Août 2021, trois Camerounais vivant aux USA, les nommés Alambi Walters Muna, Edith Ngang et Tamufoh Nchumuluh St Michael, ont été accusés par le département américain de la justice de complicité, de financement d'armement des terroristes à partir des USA. Les investigations ont finalement confirmé leur implication dans le ravitaillement des sécessionnistes en armement depuis le début du conflit en 2017, à travers le Nigéria. Il s'agit d'environ 39 armes à feu de différentes marques, modèles et calibres ; 45 chargeurs de différentes marques, modèles et calibres ; et au moins 39000 munitions.³⁷

L'évolution de ce conflit est par ailleurs révélateur de l'existence d'alliances stratégiques entre le mouvement séparatiste ambazonien et des groupes de mercenaires extérieurs qui apportent leur énergie au combat sécessionniste dans le NOSO. Dans un communiqué publié le 20 septembre 2021, le porte-parole de l'armée camerounaise, le colonel Cyrille Atonfack Nguemo, soulignait le changement de paradigme dans le conflit contre les séparatistes dans le NOSO. Un changement lié notamment à l'entrée en guerre de forces

³⁵ « ISS Today : Le Cameroun ne peut à lui seul endiguer l'afflux d'armes illicites dans le pays », 26 Août 2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cameroun-ne-peut-a-lui-seul-endiguer-lafflux-darmes-illicites-dans-le-pays>

³⁶ « Cameroun : trois navires nigériens arraisonnés avec des armes à bord », RFI Afrique, 15/09/2018, https://www.google.com/url?sa=t&rc=1&q=&resrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKewjO5Z26p_bzAhUjyYUKHf-IAsQQFnoECCQQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.rfi.fr%2Ffr%2Fafrique%2F20180915-cameroun-trois-navires-nigeriens-araisonnees-armes-bord&usq=AOvVaw3Nlv_L1nZZpBaLcXuxzPHf

³⁷ « CamerounWeb : Trois camerounais inculpés aux USA pour trafic d'armes : voici l'homme derrière ces arrestations »

terroristes externes : « *la montée en puissance de ces groupes terroristes découle en grande partie de leur jonction avec d'autres entités terroristes opérant hors du pays* ». Cette hypothèse a été confirmée à la suite de ce communiqué par le média de propagande d'Ambazonia défense forces : « *le conseil du gouvernement d'Ambazonia a conclu un accord avec le peuple autochtone du Biafra (IPOB) l'année dernière* ». Les leaders de ces deux groupes, Cho Ayaba (leader du Conseil de Gouvernement d'Ambazonie) et Nnamdi Kanu (leader biafrais) ont à cet effet, expliqué dans une vidéo publiée le 9 Avril sur la page facebook Ambazonia défense forces que « *les deux groupes travailleront à la sécurisation de leur frontière commune et assureront un échange ouvert d'armes, de renseignements et de personnel* ». ³⁸

De plus, comme dans toute « *nouvelle guerre* », les affrontements indirects ne se font pas rares dans le cadre de la crise anglophone. En effet, conscients de la supériorité militaire des forces de défense nationales dans un éventuel combat direct, les séparatistes ambazoniens ont opté pour une approche indirecte qui consiste à procéder par des attentats, des embuscades, en gros la lâcheté et la surprise. Ils enterront désormais des explosifs et des bouteilles à gaz sur des voies publiques afin de déclencher une explosion lors des passages de véhicules de l'armée ou des civils. Selon un communiqué de presse tenu en janvier 2021 par le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, le convoi du préfet du département de la Momo, dans le Nord-ouest est tombé dans une embuscade tendue par les terroristes sécessionnistes, et quatre éléments des forces de défense nationale et une déléguée départementale de la communication ont trouvé la mort. ³⁹

II. EMERGENCE DE LA BRIGADE ANTI SARDINARDS (BAS)

A l'occasion de l'élection présidentielle d'octobre 2018, s'est formée dans la diaspora camerounaise, précisément en France, puis dans d'autres pays européens et aux USA, une mobilisation contestataire des exactions du régime Biya. Ses partisans – *qui s'auto qualifient de « combattants » ou « résistants »* – dénoncent une « *main-basse* » sur la démocratie au Cameroun, dans un contexte marqué par la dégradation continue des conditions de vie des populations. C'est ce que laissait

³⁸ « BBC News Afrique : Crise anglophone : comment les groupes armés étrangers changent la donne au Cameroun », 23 septembre 2021, <https://www.bbc.com/afrique/region-58672333>

³⁹ « Cameroun : Quatre militaires et une civile tués pas une bombe en zone anglophone », Le Figaro, 06/01/2021, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/cameroun-quatre-militaires-et-une-civile-tues-par-une-bombe-en-zone-anglophone-20210106>

entendre le combattant du groupe Emmanuel Kemta lors de la dernière élection de 2018 : « *le pays souffre, avec un homme au pouvoir depuis trente-six ans* ». ⁴⁰

II.1. Logiques protestataires de la b.A.S

« *Le but de notre combat c'est de faire partir Biya, il faut qu'il parte avec tout son système. Nous nous battons pour que le Cameroun soit meilleur, que chaque citoyen ait le courage de revendiquer ses droits* » : tels sont les mots qui ont marqué l'entame de notre entretien avec l'un des membres de la B.A.S, Aboubakar Nfenfena, le 02 novembre 2021.

S'il est vrai que l'adversaire principal de ce mouvement n'est autre que le président Biya et son bloc gouvernant, il demeure tout aussi évident que les pro-Biya soient perçus comme tel. Au sein de la B.A.S, ces partisans du régime au pouvoir sont qualifiés de « Sardinards ». Cette appellation doit son sens aux scènes de distribution de sandwiches constitués de pain et de sardine en conserves qui structurent généralement les meetings du parti au pouvoir, le RDPC. La « sardine » est aussi la symbolique des dons et cadeaux divers ou avantages que perçoivent certains membres de ce régime. Le nom du mouvement « Brigade Anti-Sardinards » (B.A.S) renvoie donc à une sorte de police ou gendarmerie dont la mission est de traquer les partisans « sardinards » du RDPC dans la diaspora. A la lumière de la théorie de la « valeur ajoutée ou de la tension » ⁴¹, l'émergence de la B.A.S peut être analysée sur quatre points : l'existence des tensions structurelles au Cameroun, des croyances généralisées sur la mal gouvernance, des facteurs précipitants liés à la crise anglophone et autres crises sociales, et la mobilisation pour l'action.

Tout d'abord, pour ce qui est des « tensions structurelles », la crise anglophone a été l'un des facteurs du soulèvement populaire des camerounais de la diaspora. Loin d'être un contre-mouvement social pour la révolte ambazonienne, la B.A.S va dès le départ – sans toutefois défendre l'idéologie séparatiste – être un mouvement de soutien pour la cause anglophone. En effet, le sentiment d'appartenance tribale prime encore sur celui de l'appartenance nationale au Cameroun. Ici, le climat social reste marqué de l'empreinte des conflits ethniques, des discriminations et des formes de marginalisation tribale

⁴⁰ « Cameroun : Quel est ce mouvement de la diaspora qui boycotte les artistes soutenant Paul Biya ? », TVSMonde, le Journal Afrique, 12/11/2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/cameroun-quel-est-ce-mouvement-de-la-diaspora-qui-boycotte-les-artistes-soutenant-paul-biya>

⁴¹ Neil Smelser, « Collective Behavior and Conflict. Theoretical Issues of Scope and Problems », *The Sociological Quarterly*, printemps 1964.

dont la plupart des populations, et surtout les membres de l'opposition, renvoient la responsabilité au modèle de gouvernement mis en place par le régime Biya. Les tensions interethniques sont de ce point de vue le résultat de la stratégie du « diviser pour mieux régner » mise en place par ce gouvernement perpétuel. Cette perception « collective » du fait social tribal, du sous-développement et de la pauvreté, sonne donc comme des « croyances généralisées », qui se traduisent ironiquement par la rhétorique d'un désir de divorce entre le peuple et le système : au moindre souci, on clame « tout ça à cause de Paul Biya », ou encore « trop c'est trop, Paul Biya doit partir », « il doit laisser », etc. Face à ces croyances généralisées, auxquelles s'ajoute la crise anglophone dans le NOSO depuis 2016, la candidature de Biya à l'élection présidentielle d'octobre 2018 représentait une « goutte d'eau qui fait déborder le vase de la patience de certains citoyens ». La clameur populaire qui va s'en suivre sera « l'élément déclencheur ou le facteur précipitant » du mouvement de la B.A.S.

En effet, après 36 ans au pouvoir, et âgé de 84 ans à l'époque, tous les espoirs d'une transition politique semblaient reposer sur une retraite politique de Biya. Cet espoir va rapidement sombrer dans le cauchemar de la réalité, lorsque ce dernier a été proclamé vainqueur pour son septième mandat d'affilé. Face à cette désillusion provoquée par une dictature qui, soutenue par sa clientèle politique⁴², refuse de partir, la B.A.S va se donner le devoir de le contraindre à la démission. Ce mouvement espère ainsi parvenir à une « révolution totale » au Cameroun ; perçue comme seule alternative pour libérer le pays du joug de la mal gouvernance et de son immobilisme politique⁴³. Dans le même temps, ce mouvement se veut, d'après ses partisans, une stratégie qui vise à déjouer le complot du « gré à gré » : la tentative de passation du pouvoir au sein du même clan en vue d'assurer sa pérennité même après l'ère Biya.

Au lendemain de l'élection d'octobre 2018, la B.A.S s'est ainsi progressivement identifiée, malgré le démenti de certains de ses leaders, à un mouvement de soutien à la candidature de Maurice Kamto, président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) ; celui qu'ils considèrent comme le seul véritable opposant politique Camerounais, tandis que les autres ne sont que des « pions du régime Biya ». Kamto est par ailleurs considéré par

⁴² Sergiu Mişcoiu, Louis-Marie Kakdeu, "Authoritarian clientelism: the case of the president's 'creatures' in Cameroon", in *Acta Politica*, 2021, 56, pp. 639-657, <https://doi.org/10.1057/s41269-020-00188-y>.

⁴³ Voir Azirilou Ndam Nsangou, « Mirage démocratique et immobilisme politique en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun », *Revue Studia Universitatis Babes-Bolyai*, 2021

ces derniers comme étant « le président élu du Cameroun ». Ce dernier avait d'ailleurs proclamé sa victoire au lendemain de l'élection, en se fondant sur les procès-verbaux (PV) en sa possession. Il avait par la suite demandé une transition pacifique du pouvoir pour le bien du pays, avant d'être contredit par l'annonce officielle du Conseil Constitutionnel (CC), qui, nonobstant le contentieux post-électoral qui avait nourri l'espoir d'un tournant politique historique, annonçait Biya vainqueur. Ce sera alors la « mobilisation pour l'action » à la faveur du changement socio-politique.

II.2. Lutte pour le changement sociopolitique : stratégies de résistance de la B.A.S

La B.A.S est avant tout marquée par son caractère innovant de la résistance : combattre la dictature de l'extérieur du pays. Tout comme le mouvement ambazonien, la B.A.S présente des critères d'un SMO (système mouvement organization). Elle mobilise à cet effet un ensemble de ressources pour soutenir ses mobilisations contestataires. Tout d'abord, pour ce qui est des ressources organisationnelles, la B.A.S met en œuvre une coordination de la mobilisation soutenue par son capital humain diversifié. Ce mouvement dispose d'une branche ou représentation dans plusieurs pays européens (France, Allemagne, Suisse, Angleterre, Belgique etc.), aux USA, au Canada et en Afrique. Cet éclatement lui offre une certaine flexibilité dans le passage à l'action à des moments opportuns.

Les actions de ce mouvement diasporique actions sont pensées en amont lors des séances de réunion stratégique. Les combattants ou le « peuple de la résistance » de la B.A.S constituent sa ressource humaine. Il s'agit d'une pluralité d'acteurs issus de divers milieux socioprofessionnels. On y retrouve des ingénieurs, des chercheurs, des juristes, des travailleurs qualifiés ou non, des chômeurs et demandeurs d'asile, entre autres, qui mobilisent des ressources matérielles (véhicules, ouvrages, objets de manifestations, etc.), financières (contributions de fonds propres), et culturelles (conférences, motivations, discours, concerts, etc.), pour donner vie au mouvement. Dans cette optique, les actions entreprises par ses acteurs exacerbent le simple cadre du calcul coût/avantage décrit par Olson⁴⁴. Leurs actions ne semblent pas être conditionnées par l'attente d'un intérêt matériel véritable en retour. Dans la mesure où ces acteurs sont eux-mêmes les principaux contribuables du mouvement, et leurs revendications se logent dans le cadre d'une société « postindustrielle » ou d'un

⁴⁴ Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1970

« post-matérialisme » dont décrivaient respectivement Daniel Bell et Inglehart⁴⁵. La B.A.S se veut donc, du fait de sa lutte pour le changement social et politique du Cameroun, un « nouveau mouvement social ».

Si par mobilisation l'on désigne « *le processus par lequel un groupe mécontent assemble et investit des ressources dans la poursuite de buts propres* »⁴⁶, il nous revient à présent de voir de près les formes d'investissement de ressources protestataires de la B.A.S. Celles-ci peuvent d'ores et déjà se retrouver dans ce que l'on pourrait qualifier de « violence indirecte » : il s'agit justement des manifestations et affrontements plus ou moins violents contre les pro-Biya, des dénonciations des dérives du pouvoir et de la sensibilisation des masses.

« *Diasporalisation* » de la révolte

Le choix de la diaspora comme lieu de la résistance et de la lutte par excellence constitue la première stratégie protestataire de la B.A.S. La portée de cette stratégie repose sur au moins trois raisons.

La première est liée à l'absence avérée de la liberté de manifestation et au non-respect des droits de l'homme au Cameroun. C'est ce que faisait remarquer l'un des combattants les plus connus du mouvement, Calibri Calibro, sur une vidéo publiée le 24 juin 2021 sur le compte Twitter de la B.A.S : « En 2007 et en 2008 lors des émeutes de la faim (à Douala, Cameroun), j'étais présent, nous avons participé. Nous avons été arrêtés ; j'ai été arrêté et conduit à la GMI où j'ai été torturé. En 2012 aussi lors d'une manifestation contre les coupures intempestives de l'électricité, et là c'était au commissariat central où j'ai aussi été torturé. J'ai été arrêté plusieurs fois au Cameroun et enfermé, il a fallu payer pour que je sorte de prison. Fort de ce constat j'ai décidé de venir en France me battre pour faire valoir mes droits et obtenir la nationalité ».

Ainsi, l'existence de l'Etat de droit dans les pays européens et aux Etats-Unis rend possible les mobilisations protestataires des acteurs révolutionnaires africains contre leurs dirigeants. Dans le cas de la B.A.S, l'occasion est saisie pour tenir tête de l'extérieur, à celui qui paraît invulnérable au niveau national. Ce soulèvement a dans le même temps conduit à une sorte de démystification de l'image de « l'homme lion » longtemps incarnée par la personne de Biya ; ouvrant ainsi la voie à d'autres formes de mobilisations contre la mal gouvernance.

La deuxième raison de ce choix stratégique de l'extérieur est que, les pays européens, les USA et le Canada, sont des destinations privilégiées des certains

⁴⁵ Ingelhart Ronald, *The silent revolution*, Princeton, 1977

⁴⁶ Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973, p. 28

membres du gouvernement et autres hauts responsables d'entreprises publiques qui, généralement font l'objet d'accusations de détournement de fonds publics. Ils y vont plus souvent pour des vacances, des missions, des visites médicales ou de soins de santé, etc. Pour le peuple de la résistance, c'est dans ces pays dits « développés » que ceux qu'ils considèrent comme les « responsables du sous-développement du Cameroun », viennent dépenser l'argent de l'Etat qu'ils auraient détourné, au détriment du bien-être de l'ensemble des populations. Si l'on s'en tient au cas du président de la République, Paul Biya, il ressort que ce dernier aurait passé, depuis son arrivée au pouvoir, près de quatre ans et demi à l'international, y dépensant plus de 180 millions de dollars. Par ailleurs, « c'est toujours en Occident que la plupart des Sardinards viennent épargner l'argent de l'Etat dans des caisses privées ».

La troisième raison qui justifie la stratégie de la « diasporisation de la résistance » est liée, au regard de l'histoire, au caractère exogène de la plupart des révolutions. C'est ce que nous confie l'un des combattants, Aboubakar Nfenfena : « Dans l'histoire de tous les pays, la révolution part toujours de l'extérieur. La diaspora est la base de toute révolution, et nous devons assumer notre responsabilité ».

Organisation des manifestations semi-violentes

Les manifestations représentent un axe majeur de l'orientation stratégique de la lutte que mène la brigade anti-Sardinards. Les combattants de ce mouvement envahissent les rues de certaines grandes villes européennes à l'instar de Paris et de Genève, dans le but de véhiculer un message aux médias, à la Communauté internationale et aux populations. Ces mobilisations ont généralement lieu à trois occasions : 1) lors du passage ou d'un séjour du leader de l'opposition, Maurice Kamto ; 2) lors d'un séjour à l'étranger du chef de l'Etat, Paul Biya, d'un membre de son gouvernement ou de sa famille, ou de tout autre personnalité influente qualifiée de « Sardinard », ou encore contre les institutions diplomatiques camerounaises dans la diaspora ; 3) suite à la survenue d'un incident ou d'une dérive de pouvoir au niveau nationale (scandale financier, émeute, arrestation arbitraire des partisans de l'opposition, etc.)

Dans le premier cas de figure, les manifestations de la B.A.S sont porteuses du message de soutien au leader de l'opposition Maurice Kamto. C'est tout aussi une occasion pour ce dernier, de réaffirmer sa fidélité et sa détermination dans la lutte pour le changement politique du pays à travers le mot d'ordre : « je ne vous abandonnerai jamais ». Il s'agit donc en gros d'un

moment de communion qui prend l'allure d'une campagne politique à travers laquelle le président du MRC et quelques membres de son parti, adressent un discours au peuple de la résistance, et reçoivent en retour, de ce dernier, la réaffirmation de son allégeance : « Kamto est le président élu du Cameroun ». Bien que le leader du MRC démente l'existence d'une relation étroite entre son parti et la B.A.S, les fortes mobilisations de ces acteurs qui structurent ses meetings en Europe, au Canada, aux USA en témoignent tout le contraire ; tel que le fait remarquer le magazine Jeune Afrique dans son édition du 19 au 25 janvier 2020.

Dans le deuxième cas de figure, les manifestations des combattants de la B.A.S prennent une forme plus ou moins violente, et consistent en des affrontements contre les membres du régime au pouvoir et ses partisans.

La traque des « Sardinards » dans la diaspora

Les premiers Sardinards à subir les assauts de la B.A.S sont des artistes à qui l'on reproche d'avoir soutenu le Rdpc, en participant au concert meeting qui avait été organisé le 6 octobre 2018, dans le cadre de la présidentielle de la même année. Il s'agit notamment de Coco Argentée, dont les manifestations de la B.A.S ont mené à l'annulation du concert prévu pour le 3 novembre 2018 en Allemagne. Il en est de même pour l'artiste K-Tino ; dont le concert initialement prévu le 31 octobre 2018 en France avait été annulé par son promoteur, suite aux menaces de trouble lancées en permanence sur les réseaux sociaux par les combattants de la B.A.S. De la même manière, certains journalistes Camerounais, en séjour en France, ont été victimes des poursuites menées par certains activistes de la B.A.S. C'est le cas d'Ernest Obama et de Parfait Ayissi, respectivement anciens Directeur et journaliste à Vision4, pourchassés et violentés à Paris, tel qu'on pouvait voir sur une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux en 2020.

Attaque, occupation des institutions diplomatiques et menaces contre les proches du pouvoir

La violence des manifestations menées par la B.A.S se traduit aussi à travers la profanation des institutions diplomatiques camerounaises et les agressions verbales et physiques à l'égard des ministres, des membres de leur famille, ainsi que des proches du pouvoir. Dans cette optique, l'ambassade du Cameroun à Bruxelles a fait l'objet, le 6 janvier 2022, d'une occupation qui s'assimilait à une prise d'otage, par les activistes de la B.A.S, qui revendiquaient la libération des prisonniers politiques. Il en est de même pour celle de Paris qui

a été saccagée, le 26 janvier 2019⁴⁷. Par ailleurs, on peut citer la perturbation d'une Messe d'actions de grâce organisée à Paris par les membres de la famille de la ministre Célestine Ketcha Courtes, le 11 octobre 2020 ; l'expulsion de la fille unique du chef de l'Etat, Brenda Biya, de l'hôtel parisien Plaza Athénée, le 14 octobre 2020⁴⁸ ; entre autres événements.

Toutefois, les affrontements qui retiennent le plus l'attention des médias et de la communauté internationales sont ceux dirigés contre leur adversaire principal : le chef de l'Etat, Paul Biya.

Trouble et perturbation de séjours du Chef de l'Etat dans la diaspora

Les combattants de la B.A.S se sont donné pour mission de rendre cauchemardesques les visites ou séjours en Europe, de celui qu'ils perçoivent comme principal responsable des maux dont souffre le Cameroun. Pour illustrer ce propos, nous pouvons faire un bref rappel de quelques faits marquants.

Entre le 8 et le 12 octobre 2019, à l'occasion de la sixième Conférence de Reconstruction des Ressources du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme tenue à Lyon, le président Paul Biya a été obligé de quitter son Hôtel pour se réfugier dans une caserne, suite aux manifestations agressives et des menaces des activistes de la B.A.S et des Amazones. Le 25 juin 2019, ce fût la « chasse au président » à l'hôtel Intercontinental de Genève en Suisse. C'est cette scène que relate le journaliste camerounais résidant en France, Boris Bertolt, dans un ouvrage paru en 2020⁴⁹ :

« Dès le dimanche 23 juin 2019, les activistes de la diaspora créent un groupe WhatsApp appelé : « Assaut de Genève ». Des débats s'engagent sur la stratégie. Deux camps se forment. Un premier qui soutient qu'il faille attendre la manifestation du samedi 29 juin 2019 et un second qui pense qu'il est important d'improviser quelque chose parce que Paul Biya peut quitter Genève entre temps. (...) L'attaque de l'hôtel Intercontinental est prévue pour le 25 juin 2019 à 10 heures. (...) Selon les informations des responsables de la BAS Suisse, Paul Biya va quitter son hôtel temporairement à 11h 30mn. Il faut donc agir vite. A Genève, ils sont huit : six femmes et deux hommes, parmi lesquels une certaine Christine qui vient d'Arras en France et qui, de passage en Suisse, a décidé de se

⁴⁷ « Jeune Afrique : L'ambassade du Cameroun à Paris saccagée par des manifestants », 27 janvier 2019

⁴⁸ « Actu Cameroun : Brenda Biya traquée par la BAS dans un hôtel à Paris », 15 octobre 2020

⁴⁹ Boris Bertolt, *L'otage. Enquêtes sur une guerre, l'histoire d'une inimitié et de mépris entre Paul Biya et Maurice Kamto*, Independently published, 13 octobre 2020.

joindre à l'opération. (...) Aux alentours de midi ce 25 juin 2019, Hilaire Zoyem passe un dernier coup de fil pour informer les policiers suisses qu'ils se rendent à l'hôtel Intercontinental. Afin de ne pas attirer l'attention, ils empruntent deux voitures de marque Mercedes qui vont les laisser directement devant l'hôtel. Les deux chauffeurs arabes comprennent qu'il s'agit des activistes camerounais et décident de les transporter gratuitement (...) ».

Une fois sorti de l'hôtel, le chef de l'Eta va se faire agresser à l'intérieur de son véhicule avec son épouse. Ces manifestations vont contraindre le chef de l'Etat à écourter son séjour à Genève. Le 17 juillet 2021, un nouvel épisode d'affrontements entre B.A.S et pro-Biya, encore plus violente que la précédente, s'ouvre aux abords du même hôtel, et contraint les forces de l'ordre suisses à intervenir.

Internationalisation de la protestation et éveil de la conscience populaire

La révolution de la B.A.S vise trois volets : « Premièrement nos manifestations touchent la France qui soutient le régime Biya ». En effet, la conception générale des relations Franco-camerounaises par les acteurs du mouvement de la B.A.S, est celle du rapport de soutien de la dictature Rdpiciste par l'ancien colon français. Selon les activistes, n'eut été ce soutien de la France, le régime Biya n'aurait su résister aussi longtemps à ce vent violent du soulèvement populaire qui, depuis la réinstauration du multipartisme dans les années 1990, souffle sur son gouvernement. Ainsi, en se mobilisant à Paris, les combattants de de la B.A.S. tentent d'inviter les autorités françaises à se désavouer des Chefs d'Etats africains aux allures dictatoriales en général, et de Biya en particulier. Dans ce cadre, le 22 février 2020, le président de la République Française, Emmanuel Macron, fût interpellé par Calibri Calibro⁵⁰, l'un des leaders du mouvement qui, s'étant infiltré dans la foule au salon de l'agriculture, a pu se rapprocher du chef de l'Etat, malgré le protocole de sécurité. L'échange improvisé entre les deux hommes⁵¹ va se structurer autour des questions liées au « Massacre de Ngarbuh » dans le NOSO.

De plus, les actions des combattants chercher à influencer les décisions de Yaoundé. En effet, les acteurs sont conscients de l'impact que produit une

⁵⁰ « Journal du Cameroun : " Calibri Calibro" le commandant en chef de la BAS qui embarrasse Yaoundé », 22 février 2020

⁵¹ « En intégralité sur *Cameroonvoice* : Voici la vraie déclaration de Macron à Calibri Calibro », 23 février 2020

mobilisation dans la diaspora, comparativement à ce qui aurait été le cas au niveau local. De la sorte, les mobilisations protestataires dans cette sphère ont pour but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les dérives du pouvoir dans leur pays, sur les conditions de vie et de traitement des populations. Il s'agit donc d'une stratégie persuasive à l'égard des Nations-Unies (ONU) et d'autres pays développés partenaires du Cameroun, dans l'optique de faire pression sur le pouvoir de Yaoundé, afin d'obtenir gain de cause. Les activistes organisent à cet effet, des campagnes de communication publiques en Europe. Celles-ci rassemblent généralement un grand nombre de personnes, et ne laissent pas indifférents les étrangers qui s'arrêtent pour écouter et s'informer amplement sur la situation du pays. Il se crée par la suite une circulation sociale de l'information qui, de bouche à oreille, prend de plus en plus d'ampleur.

Et enfin, l'un des défis majeurs de la B.A.S est d'éveiller les consciences des Camerounais, de leur inspirer le courage de revendiquer leur droit fondamental. D'après les partisans du mouvement, le peuple Camerounais est « zombifié », pour emprunter l'expression de l'un de ses célèbres combattants connu sous le nom de « Général Valséro », artiste, rappeur politique et engagé ; pour qui : « le peuple a perdu le sens de sa mission, de son devoir, de sa souveraineté. Il est dompté par le régime en place ». Redonner le rêve d'un Cameroun meilleur aux populations, les emmener à prendre conscience de l'enjeu de leur participation politique pour le changement est donc un volet majeur de la révolution diasporique soutenue par la B.A.S. Pour ce faire, ils mobilisent leurs énergies vers la lutte contre la corruption, les détournements de fonds publics qui gangrènent la société. Ils militent également pour la mise en place d'un système électoral consensuel, démocratique, transparent et fiable. La sensibilisation des populations se fait généralement à travers les réseaux sociaux. Ainsi, organiser des directs sur Facebook ou publier des vidéos sur YouTube permet d'atteindre le plus grand nombre de Camerounais et d'attirer leur attention sur l'évolution de la résistance et sur les nouvelles consignes du combat à mener.

CONCLUSION

En définitive, l'on retient que le modèle de gouvernance marqué par une forte centralisation et concentration du pouvoir au Cameroun, a fini par montrer ses limites dans la promotion d'un développement endogène et de la stabilité nationale sur le long terme. La détermination du « gouvernement perpétuel » à confisquer les règnes du pouvoir a progressivement renforcé la conviction d'un

peuple assoiffé de changement, sur le fait que la seule solution ne pouvait venir que d'un soulèvement populaire total. Ainsi, bien que le changement social souhaité, à travers le déclenchement de l'action par les séparatistes ambazoniens depuis 2016, et suivi par les activistes de la Brigade Anti Sardinards demeure à cette date faible, l'on peut tout au moins remarquer une prise de conscience de la part des pouvoirs publics quant à la nécessité d'une prise en compte des revendications des populations, ainsi que leur implication effective dans la co-construction des solutions aux problèmes du pays. A cet effet, un certain nombre d'action ont été initiées. Il s'agit notamment : de la promotion de la décentralisation et du développement local qui a permis la reconnaissance d'un statut spécifique aux régions anglophones ; du renforcement du bilinguisme, de la diversité culturelle et de la cohésion sociale entre autres. Toutefois, il revient au gouvernement de prendre des dispositions nécessaires afin que les textes adoptés puissent cheminer avec les actions concrètes.

BIBLIOGRAPHIE

1. « Actu Cameroun : Crise anglophone : chronologie des derniers évènements dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest », <https://actucameroun.com/2017/12/09/cameroun-crise-anglophone-chronologie-derniers-evenements-regions-nord-ouest-sud-ouest/>
2. « Actu Cameroun : Brenda Biya traquée par la BAS dans un hôtel à Paris », 15 octobre 2020
3. « Actu Cameroun : Sisiku Ayuk Tabe, leader de l'Ambazonia emprisonné », <https://actucameroun.com/2020/02/08/sisiku-ayuk-tabe-leader-de-lambazonia-emprisonne-nous-restons-engages-pour-lindependance-totale-ou-la-resistance-pour-toujours/>
4. « Une tournure tragique : violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun ». *Amnesty international LTD, Peter Benenson house, 1 easton street, 2017*
5. Arol Ketchiemen, Dictionnaire de l'origine des noms et surnoms des pays africains, Favre, 2014
6. Asuagbor, Justice Lucy (2008), « La coexistence de droits dans un même espace économique : la perspective camerounaise », <http://www.institut-idef.org/La-coexistence-de-droits-dans-un.html>
7. « BBC News Afrique : Crise anglophone : comment les groupes armés étrangers changent la donne au Cameroun », 23 septembre 2021, <https://www.bbc.com/afrique/region-58672333>

8. Benjamin, Jacques (2012), « The Impact of Federal Institutions on West Cameroon's Economic Activity », in Kofele-Kale Ndiva (ed.), *An African Experiment in Nation Building*, 1980
9. Blumert, Herbert (1946), "Collective Behaviour", in LEE (éd.), *New Outline of the Principles of Sociology*, Barnes and Noble, New York
10. « Cameroonvoice : voici la vraie déclaration de Macron à Calibri Calibro », 23 février 2020
11. « Cameroun : NOSO, carnet de route 2020 (documentaire) »
12. « Cameroun : trois navires nigériens arraisonnés avec des armes à bord », RFI Afrique, 15/09/2018, https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwjO5Z26p_bzAhUjyYUKHf-IAsQQFnoECCQQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.rfi.fr%2Ffr%2Fafrique%2F20180915-cameroun-trois-navires-nigeriens-araisonnees-armes-bord&usq=AOvVaw3Nlv_L1nZZpBaLcXuxzPHf
13. « Cameroun : Quatre militaires et une civile tués pas une bombe en zone anglophone », *Le Figaro*, 06/01/2021, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/cameroun-quatre-militaires-et-une-civile-tues-par-une-bombe-en-zone-anglophone-20210106>
14. « Cameroun : Quel est ce mouvement de la diaspora qui boycotte les artistes soutenant Paul Biya ? », *TVS Monde, le Journal Afrique*, 12/11/2018, <https://information.tv5monde.com/afrique/cameroun-quel-est-ce-mouvement-de-la-diaspora-qui-boycotte-les-artistes-soutenant-paul-biya>
15. « CamerounWeb : Trois camerounais inculpés aux USA pour trafic d'armes : voici l'homme derrière ces arrestations »
16. « Crise anglophone : La liste des financiers locaux des sécessionnistes », 237online.com, l'ouverture sur le Cameroun, <https://www.237online.com/crise-anglophone-la-liste-des-financiers-locaux-des-secessionnistes/>
17. « Dictionnaire pratique du droit humanitaire », <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/terrorisme/>
18. Gurr, Ted (1970), *Why Men Rebel?* Princeton University Press
19. Ingelhart Ronald, *The silent revolution*, Princeton, 1977
20. « International Crisis Group : Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins » ; Rapport Afrique N°250, 2 août 2017.
21. « ISS Today : Le Cameroun ne peut à lui seul endiguer l'afflux d'armes illicites dans le pays », 26 Août 2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cameroun-ne-peut-a-lui-seul-endiguer-lafflux-darmes-illicites-dans-le-pays>

22. Jeune Afrique : « L’ambassade du Cameroun à Paris saccagée par des manifestants », 27 janvier 2019
23. « Journal du Cameroun : Calibri Calibro, le commandant en chef de la BAS qui embarrasse Yaoundé », 22 février 2020
24. Kaldor, Mary (1999), “New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era”, Cambridge (R.-U.), Polity Press.
25. Kamé B, Pierre (2018), *La crise anglophone au Cameroun*, L’Harmattan
26. Kouega, Jean Paul, « le problème anglophone au Cameroun : le volet éducation », https://www.academia.edu/32741691/Le_probl%C3%A8me_anglophone_a_u_Cameroun_Le_volet_%C3%A9ducation_rtf
27. Maheu, Louis et Descent, David (1990), « Les mouvements sociaux : un terrain mouvant ». *Revue Nouvelles pratiques sociales*, 3 (1), 41–51. <https://doi.org/10.7202/301068ar>
28. McCarthy John; Zald Mayer (1977), « Ressource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6.
29. Mateş, Roxana (2021), “Cameroun : analyse de la littérature sur la crise sécessionniste anglophone”, in Simona Jişă, Sergiu Mişcoiu et Modibo Diarra (dir.), *Raconter les politiques conflictuelles en Afrique. Regards croisés*, Paris, Editions du Cerf, pp. 43-59
30. Mişcoiu, Sergiu, (2015), « Etudier les systèmes politiques de l’Afrique francophone », dans Sergiu Mişcoiu, Hygin Kakaï et Kokou Folly Hetcheli (dir.), *Recul démocratique et néo présidentielisme en Afrique centrale et occidentale*, Iasi, Institutul European, pp. 9-18.
31. Mişcoiu, Sergiu; Kakdeu, Louis-Marie (2021), “Authoritarian clientelism: the case of the president’s ‘creatures’ in Cameroon”, in *Acta Politica*, 56, pp. 639-657, <https://doi.org/10.1057/s41269-020-00188-y>
32. Ndam Nsangou, Azirilou (2021), « Mirage démocratique et immobilisme politique en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun », *Revue Studia Universitatis Babeş-Bolyai*
33. Neveu, Erik (2015), *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte
34. Nganang, Patrice (2018), *La révolte anglophone : essais de liberté, de prison et d’exil*, Teham Editions
35. Oberschall, Anthony (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall
36. Olson, Mancur (1970), *Logique de l’action collective*, PUF, Paris

37. Smelser, Neil (1964), « Collective Behavior and Conflict. Theoretical Issues of Scope and Problems », *The Sociological Quarterly*, printemps
38. Touraine, Alain (1997), *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents*, Ed. Fayard
39. "Un nouveau militaire tué en zone Anglophone au Cameroun", <https://www.voafrique.com/a/un-nouveau-militaire-tue-en-zone-anglophone-au-cameroun/4110815.html>

